

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES)

Rocade de la Vallée de la Lys
RD 191
59250 Halluin

Références : 13032025_COVALYS_HALLUIN
Code AIOT : 0007002401

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES) implanté Rocade de la Vallée de la Lys RD 191 59250 Halluin . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une surveillance environnementale est prescrite sur les installations de COVALYS à HALLUIN.
Cette surveillance permet de s'assurer de :

- la maîtrise effective des émissions de l'installation,
- l'absence de dégradation préoccupante des milieux.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action prioritaire pluriannuelle "Risques sanitaires – inspection des sites les plus sensibles" .

Elle a pour objectif de s'assurer de la bonne réalisation de cette surveillance environnementale et de l'appropriation par l'exploitant des résultats et de leur analyse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES)
- Rode de la Vallée de la Lys RD 191 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007002401
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Européenne de Lille a confié à Covalys, une co-entreprise détenue à 65% par Veolia, à travers sa filiale Valnor, et 35% par Idex, le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Centre de Valorisation Energétique (CVE) de la métropole localisée à Halluin. D'une durée de 12 ans, le contrat renouvelé en 2018 représente un chiffre d'affaires cumulé de 295 millions d'euros.

Mis en service le 15 décembre 2000, le site a une capacité de traitement de 350 000 t/an de déchets grâce à 3 lignes de fours à grilles de capacité unitaire de 14,5 t/h.

Les déchets, les ordures ménagères et encombrants en provenance de la Métropole Européenne de Lille (MEL), y sont traités comme combustible produisant de la chaleur elle-même transformée en électricité (de l'ordre de 150 000 MWh/an).

Deux Groupes Turbo-Alternateurs (GTA) de 16 MW unitaire assurent la transformation de l'énergie thermique en électricité. Une partie de l'électricité est consommée sur le site (à hauteur d'environ 22%) et le surplus est injecté sur le réseau RTE sous 90 kV.

L'énergie produite alimente également directement les réseaux de chaleur urbain R-énergie de Roubaix et Résonor de Lille via un réseau calorifugé de grosse capacité de 19 kilomètres.

Le Centre de Valorisation Énergétique (CVE) ANTARES d'Halluin, relève de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site relève du régime de l'autorisation pour les activités principales suivantes:

- 2771 : installations de traitement thermique de déchets non dangereux (fours d'incinération),
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux (cisaille rotative).

Il convient de préciser que le site relève également de rubriques en relation avec la Directive dite "IED". Il est visé par la rubrique principale 3520.a.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Obligation de surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 14.4.7.	Demande d'action corrective	9 mois
3	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 18/02/2025, article R512-69	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Résultats de campagne	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 24,6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de COVALYS à HALLUIN a fait l'objet le 13 mars 2025 d'une visite de l'inspection des installations classées dans le cadre de l'action prioritaire pluriannuelle " Risques sanitaires - inspection des sites les plus sensibles ".

L'objectif de l'inspection est de s'assurer de la bonne réalisation de la surveillance environnementale et que l'exploitant s'approprie les résultats et en réalise une analyse.

L'inspection a relevé des non-conformités amenant des actions correctives.

Dans les rapports de bilan de la surveillance environnementale, l'inspection demande à l'exploitant de veiller :

- à la présence d'interprétation des graphiques montrant l'évolution pluriannuelle de la concentration des paramètres suivis.
- à vérifier s'il peut exister une corrélation entre le fonctionnement du site et les résultats de mesures.

L'inspection demande à l'exploitant d'ajouter un point de prélèvement dans la zone délimitée par le chemin du Peruweltz et la rue de Lille (O/NO du site).

Un point a également été réalisé avec l'exploitant sur l'incident de janvier 2025 ayant entraîné un arrêt du CVE pendant dix jours.

L'inspection demande à l'exploitant de compléter le rapport d'incident avec :

- des précisions sur les conséquences de l'incident et du redémarrage de l'usine (conséquences indirectes), notamment économiques (nombre de jours d'arrêts, dommages matériels, pertes financières) et environnementales (dépassements de valeurs limites liés ou non à la reprise) ;
- les conclusions de l'expertise électrique, en cours le jour de l'inspection, et les mesures prises suite à ces conclusions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 14.4.7.

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place d'une surveillance

Prescription contrôlée :

Afin d'évaluer au mieux l'impact de son activité sur l'environnement, l'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. A cet effet, il est assisté par une structure compétente indépendante.

Cette structure compétente indépendante a pour mission :

- de définir les modalités et la fréquence des prélèvements et des analyses ;
- d'informer sur les avancées des connaissances scientifiques.

Le programme est mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les prélèvements sont mis en œuvre notamment sur les éléments suivants :

- sols ;
- matières grasses animales ;
- air ;
- végétaux.

Les analyses concernent à minima les paramètres suivants :

- dioxines et furannes ;
- métaux lourds.

Fréquence des prélèvements et analyses : au moins annuelle.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 24.6 du présent arrêté.

Ils sont communiqués à la Commission Locale d'Information et de Surveillance de l'établissement.

Constats :

L'exploitant a fourni à l'inspection son plan de surveillance. Il a été mis à jour en mars 2024 par KALI'AIR suite à l'historique des campagnes de mesures réalisées.

KALI'AIR est un bureau d'études environnemental, spécialiste au niveau national des mesures de polluants dans l'air depuis plus de 20 ans indépendant de VEOLIA. KALI'AIR réalise les campagnes de surveillance environnementale, EUROFINS intervient comme sous traitant sur certaines analyses.

Le plan de surveillance expose les modalités et la fréquence des prélèvements et des analyses.

Prélèvements	Type de dispositif	Fréquence
AIR	Jauge OWEN 7 points de mesure	2 fois par an
VEGETAUX	Ray-Grass 7 points de mesure	1 fois par an
MATIERES GRAISSEUSES ANIMALES	Lait bovin 1 point de mesure	1 fois par an
SOL	Tarière manuelle 7 points de mesure	1 fois tous les 5 ans

Les paramètres mesurés sont conformes à la prescription avec une mesure supplémentaire des poussières au niveau des jauges OWEN. Les types de prélèvement sont également conformes. L'inspection a constaté que les éléments suivants sont bien présents : présence de points témoin, corrélation de la rose des vents avec les points de prélèvement, présence de blanc de terrain, analyse par rapport au témoin et bruit de fond, présence de valeurs guides quand elles existent, graphique de l'évolution sur plusieurs années.

Les points de prélèvement sont les mêmes pour tous les types de prélèvement sauf pour le lait. Le lait ne fait l'objet que d'un point de mesure situé à environ 3 km au nord est du site sous les vents dominants. Il s'agit du même point en 2023 et 2024.

L'inspection a reçu les rapports des campagnes 2024 sur l'air, les végétaux, les matières grasses animales et le sol.

Suite à la mise à jour du plan de surveillance environnemental en 2024, les points de prélèvements ont été modifiés :

- les points 1,2 et 3 (sous les vents dominants) ont été conservés.
- les autres points (sous les vents secondaires et témoins) ont été remplacés.

KALI'AIR explique qu'une modélisation de la dispersion atmosphérique des rejets des trois lignes de four a été effectuée par KALIES en 2022. Cette dispersion a permis d'identifier les zones de retombées maximales et les zones non impactées. En particulier la rose des vents a été modifiée. De plus, il s'est avéré que des précédents points, notamment un point témoin, pourraient être sous influence de sites ICPE rejetant des matières polluantes semblable au site de COVALYS. Ces éléments ont amené KALI'AIR à proposer un nouveau plan de surveillance en 2024.

L'inspection a constaté sur site l'emplacement des points de prélèvement :

Point 1 (sous les vents dominants)	Point dans un centre éducatif Terrain avec quelques arbres et haie
Point 2 (sous les vents dominants)	Point dans une entreprise Horizon bien dégagé
Point 3 (sous les vents dominants)	Point chez un particulier Terrain avec présence d'une haie
Point 4 (sous les vents dominants)	Point chez un particulier Horizon bien dégagé
Point 4' (sous les vents secondaires)	Point dans un restaurant A proximité d'arbres
Point 9 Point témoin	Point dans un EHPAD Horizon bien dégagé
Point 10 Point témoin	Point dans un centre équestre Zone de travaux

KALI'AIR explique à l'inspection les contraintes dans le choix des points (zone hors d'atteinte de vandalisme, accord du propriétaire).

KALI'AIR propose de modifier l'emplacement du point témoin 10. La zone de travaux peut impacter fortement les résultats.

L'inspection demande à KALI'AIR de choisir l'emplacement définitif des points 1, 3 et 4' en les éloignant au mieux de l'influence possible des arbres, arbustes et haies à proximité.

L'inspection observe qu'il y a moins de points de prélèvement placés sous l'influence des vents secondaires. L'inspection observe qu'il n'y a pas de point situé à l'ouest/nord ouest du site (triangle entre le chemin du Peruweltz et la rue de Lille). Cette zone est sous influence des vents secondaires d'est / sud est. De plus, des habitations y sont situées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans les rapports de bilan de la surveillance environnementale, l'inspection demande à l'exploitant de veiller :

- à la présence d'interprétation des graphiques montrant l'évolution pluriannuelle de la concentration des paramètres suivis.
- à vérifier s'il peut exister une corrélation entre le fonctionnement du site et les résultats de mesures.

L'inspection demande à l'exploitant d'ajouter un point de prélèvement dans la zone délimitée par le chemin du Peruweltz et la rue de Lille (O/NO du site).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 2 : Résultats de campagne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 24,6

Thème(s) : Risques chroniques, Résultats de campagne

Prescription contrôlée :

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées un rapport d'activité comportant tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement de l'installation dans l'année écoulée et les sollicitations exprimées auprès de l'exploitant par le public.
[...]

Constats :

L'inspection reçoit tous les ans le rapport d'activité annuel de l'exploitant.
Le dernier rapport est celui de 2023 et il a été reçu en avril 2024. Il est accompagné du bilan de la surveillance environnementale de 2023.
Le bilan d'activité est présenté lors des commissions de suivi de site.

De plus, l'exploitant transmet les rapports d'analyse des différents prélèvements au fil de leur réalisation.

L'interprétation des mesures en retombées atmosphériques de 2023 par les jauges OWEN indique :

- pour les dioxines et furannes PCDD/F : les résultats observés sur l'ensemble des points sont de l'ordre de grandeur des concentrations mesurées dans un environnement impacté par des activités anthropiques (pour 2 points témoins et les autres points) ou en bruit de fond urbain et industriel (pour 1 point témoin et 1 point non témoin).

Une légère augmentation des teneurs est observée sur toute la zone par rapport à la dernière campagne. Cette augmentation est due à un volume d'eau recueilli dans les jauges (moins important en 2023).

- pour les PCB "dioxin - like " : il n'existe pas de valeur de référence dans le cadre de surveillance de ces PCB. Cependant les niveaux de PCB-DL sont globalement homogènes sur l'ensemble des zones influencées par des vents dominants et du même ordre de grandeur que celles des zones témoins. Les teneurs les plus élevées ont été observées sur une zone témoin. Le bureau d'études

<p>indique qu'au vu des différents constats les teneurs les plus élevées sur certaines zones ne semblent pas directement imputables au site du CVE.</p> <p>L'évolution pluriannuelle sur les points non témoins ne semblent pas montrer une dégradation des milieux.</p> <p>- pour les poussières : les concentrations les plus faibles sont relevées au niveau d'une zone sous l'influence des vents dominants et les plus élevés au niveau d'une zone témoin. Le bureau d'études indique qu'il semble exister plusieurs sources de poussières dans l'environnement du site. Par comparaison à la valeur de référence allemande (pas de valeur en France), les niveaux de poussières sont en-deça.</p> <p>Les niveaux de poussières mesurés sur les zones sous influence du CVE ne montrent pas une augmentation par rapport aux précédentes campagnes.</p> <p>- pour les métaux lourds : par comparaison aux valeurs de références allemandes (pas de valeurs de référence françaises), les niveaux de métaux lourds sont en-deça.</p> <p>Les mesures restent sous les valeurs de références allemandes depuis au moins 5 ans.</p> <p>- pour le chrome VI : il n'est pas un polluant réglementé dans l'air. Il est uniquement quantifié au niveau des 2 zones témoins et une zone non témoin.</p> <p>L'évolution pluriannuelle ne montre pas une augmentation des valeurs mesurées.</p> <p>Le bureau d'études KALI'AIR a procédé en 2024 à une mise à jour du programme de surveillance environnementale suite à l'historique des campagnes de mesures réalisées (cf. prescription n°1 : redéfinition de points témoin, nouvelle modélisation atmosphérique, influence possible d'autres sites).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rapport d'accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/02/2025, article R512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

Un incident est survenu le 5 janvier 2025 sur le site de COVALYS à Halluin.
L'inspection a été prévenue par l'exploitant et celui-ci a fait un point régulier à l'inspection jusqu'au retour à une situation normale.

COVALYS a transmis un rapport d'incident à l'inspection le 13 février 2025 précisant les circonstances et causes de l'accident, les matières dangereuses impliquées, les mesures prises et les enseignements tirés.

Le 5 janvier 2025 à 12h50, un disjoncteur 20 kV s'est déclenché.
Cet événement a provoqué un arrêt total du centre de valorisation énergétique jusqu'au 15 janvier 2025. Il n'y a pas eu de conséquences humaines.

Les gaz de combustion sont restés confinés dans le four, aucun rejet polluant vers l'extérieur n'a été émis.

L'exploitant a mis en place des dispositions préventives : installation d'un déshumidificateur dans le local électrique et des moyens de secours supplémentaires : installation d'un groupe électrogène de secours.

L'exploitant indique à l'inspection avoir engagé une expertise électrique afin d'identifier les causes profondes de l'incident.
L'inspection et l'exploitant observent que le redémarrage aurait pu être à l'origine de rejet de polluants supplémentaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de compléter le rapport d'incident avec :

- des précisions sur les conséquences de l'incident et du redémarrage de l'usine (conséquences indirectes), notamment économiques (nombre de jours d'arrêts, dommages matériels, pertes financières) et environnementales (dépassements de valeurs limites à la reprise?) ;
- les conclusions de l'expertise électrique et les mesures prises suite à ces conclusions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois